

L'école : les cancrs et le marché

« Le corps enseignant est las, désabusé, les enfants qu'on lui envoie menacent, de rebuter les plus dévoués...

L'élève aujourd'hui traîne de classe en classe, jusqu'à ce malheureux bachot. Ce qui caractérise d'abord l'élève, c'est l'absolue incuriosité et, partant, d'année en année, une inculture qui serait risible si elle ne donnait par avance la mesure de ce que seront nos élites à venir. »

Non ce n'est pas un inventaire de nos plaintes en cette année 2005 mais un article du Monde de 1946 cité dans le Monde 2 de décembre 2004.

Rien de nouveau !

Je souhaite aujourd'hui passer de préjugés défavorables à des souhaits, des rêves favorables.

Nostalgies et inquiétudes encomrent nos jugements.

Nos souvenirs sont nostalgiques et nos inquiétudes pour nos enfants et petits enfants sont actuelles.

Ascenseur social en panne, échec du collège unique, violence à l'école, baisse du niveau ...**Pourquoi dénigre-t-on, dans les médias, notre éducation nationale ?**

Pour le marché libre, l'éducation nationale gêne. L'enseignement par correspondance est reconnu par le traité de Maastricht comme un service, et l'union européenne cherche à promouvoir la libre circulation et la libre concurrence des services (articles 59 et 126 du traité). Il y a un encouragement à une concurrence effrénée entre les personnes au détriment de la coopération. Une pédagogie du bachotage satisfaisant l'utilisateur et non une pédagogie du sens formatrice du citoyen. A terme une école de zonards et une école d'élites singeant l'entreprise.

L'école actuelle ne rapporte pas de plus value immédiate. Elle représente l'un des derniers groupe socioprofessionnel homogène, groupe ayant une haute estime de son métier, l'un des derniers freins à cette libéralisation économique. « Pour tuer votre chien dites qu'il a la rage ». Rendons responsable des maux de la société l'école pour mieux la dilapider.

Voici une liste de griefs dont j'essaie d'apporter des réponses.

L'école en proie à la violence !

Rapporté aux 6 millions d'élèves et aux 400 000 enseignants, les 0,4% de risque d'être victime de violence à l'intérieur d'un établissement scolaire est infime devant les 6,5 % à l'extérieur, domicile compris. Mais une publicité via les médias est faite à la violence et s'accompagne de la transparence jouée désormais par l'institution scolaire. Cette dernière a renoncé à ses propres pratiques violentes comme les punitions corporelles ou les humiliations publiques tolérées et pratiquées par l'école de Jules Ferry.

La massification de la population scolaire a mélangé les bons élèves des lycées des milieux favorisés et les élèves moyens des CEG d'origine populaire.

En plus de ces réformes de structures nous sommes passés d'un autoritarisme arbitraire à un modèle plus permissif avec une plus grande autonomie et un droit d'expression des élèves. En résumé la négociation a remplacé la fessée.

Le comportement de rejet des élèves est rarement violent mais ils multiplient les incivilités dont l'accumulation crée un climat de tension dans des établissements où se sont concentrés les problèmes sociaux.

Il faudra revenir sur ces ZEP où malgré l'augmentation des moyens (plus 11%) par des jeux de carrière et d'options quand le ministère dépense 1€ en ZEP il dépense 1,90€ en centre ville. Les déductions fiscales pour des cours particuliers sont égales à 7 fois les aides aux ZEP.

Donc à part ces établissements, qui par une nouvelle politique d'urbanisme pourront réellement se transformer, l'école dans son ensemble est loin d'être en proie à la violence au sens propre du terme.

Après la violence, la baisse des niveaux d'étude et de qualifications

L'un des coupables : Le collège unique

Environ 5% d'élève sortent du système scolaire sans diplôme.

Avant la réforme Haby l'on tournait plutôt autour des 15 % et avec une culture générale, pour les CAP, insuffisante pour s'adapter à une évolution de l'industrie et aux possibilités de formation promotionnelle.

Nous aurons de plus en plus besoin de bac +2 et plus. Laissons ouvert les esprits et ne limitons pas la formation professionnelle à une rentabilité immédiate. Ne sélectionnons pas trop tôt les futurs professionnels.

Élèves ascolaires, turbulents, immatures, paresseux sont des arguments pour sélectionner dès 12 ans l'élite.

Au cours d'une visite d'une entreprise du bois avec une classe au début de ma carrière de professeur, je me faisais l'écho des préoccupations de mes collègues à un cadre. Faut-il garder jusqu'à 16 ans au collège des élèves en échecs et les envoyer vers la formation professionnelle plus rapidement?

Pour ce cadre, dont l'entreprise accueillait régulièrement des apprentis, il préférerait les voir arriver à 16 ans, étant plus mûrs et malgré tout plus cultivés.

Il y a quand même d'après les chiffres nationaux 10 % des élèves de 3^{ème} qui vont dans des structures hors des 3^{ème} ordinaires : Aide et soutien, technologique, SEGPA et autres préapprentissage. Dans mon établissement géographiquement isolé peu d'élèves vont vers ces structures ce qui va avoir une influence sur les résultats du brevet, critère d'évaluation de l'établissement pour les parents. Donc je peux en déduire qu'il y a un abus d'utilisation de ces structures pour des établissements urbains et pour les établissements privés sans obligation de scolarisation de la population locale.

Dans le but d'homogénéiser la classe surchargée et améliorer les résultats de l'établissement on exclut du tronc commun de culture générale les élèves qui semblent inadaptés et dont le milieu socioprofessionnel de la famille ne s'y opposera pas!

Pour le collège unique allons plus loin. Pourquoi ne pas penser à un lycée unique avec une culture générale commune aux bacs professionnels, techniques et généraux ?

L'ascenseur social en panne ! L'école serait responsable.

Notons que les ouvriers n'ont pas disparu, le nombre d'employés a grossi. Entre 1954 et 2002 l'ensemble représente toujours 60%. Contrairement aux années 60-70 le risque de ne pas s'élever au-dessus de la condition sociale de ses parents s'est accru.

L'école fournissait le capital culturel concurrent du capital économique, permettant ainsi de se placer parmi l'élite, on en rejette maintenant sur elle les difficultés actuelles.

L'école ne peut pas être « le levier de la promotion sociale » que la société économique ne veut plus fournir.

L'école ne donne pas les mêmes chances à tout le monde. Elle n'échappe pas aux réalités sociales.

80% des places dans les grandes écoles sont occupées par les plus favorisés

Par les hausses de l'immobilier, excluant des centres villes les revenus moyens et par un marché de l'emploi n'offrant plus une stabilité à long terme, le sentiment pour les familles est de tenir plutôt un bac +2 que de viser plus haut.

Au début de la scolarité toutes les classes sociales sont également représentées. Au terme des études secondaires ce sont les milieux les plus modestes qui sont majoritairement éliminés. Ceci s'explique par un capital culturel moindre des familles modestes mais aussi par une docilité aux propositions d'orientation. A une proposition d'orientation en lycée professionnel 35% des familles ouvrières concernées l'acceptent, pour seulement 5% des familles de cadres.

On demande, à l'école, d'assurer l'égalité des chances, en respectant plus qu'avant les particularités de chacun et en garantissant un avenir professionnel fleurissant.

Difficile, non ?

Le niveau baisse !

Ce genre de critique ayant toujours existé, nous pouvons nous demander comment ces générations de plus en plus stupides ont pu réaliser les extraordinaires progrès scientifiques des 2 derniers siècles.

Rappelons qu'un élève en 1930 savait lire s'il pouvait déchiffrer à haute voix un texte et

répondre à des questions de vocabulaire. Pourtant la moitié des français échouaient au certificat d'études primaires. Aujourd'hui le niveau d'exigence est plus élevé : n'est lecteur à la sortie du primaire l'élève pouvant répondre par écrit à des questions de compréhension d'un texte lu silencieusement. A l'entrée en 6^{ème} un élève sur 5 a des difficultés, ceci à mettre en parallèle aux 50% d'échec au certificat. Il y avait donc plus d'illettrés dans l'école républicaine triomphante que dans l'école actuelle.

Pour le bac même constat 32 500 reçus aux bacs C et D, 130 000 actuellement au bac S (les plus sélectionnés du système éducatif).

Il est sûr que si le nombre de bons élèves a augmenté, celui des médiocres aussi.

Avec l'élévation des qualifications des emplois, l'échec scolaire se transforme en exclusion sociale. Si 50% d'échec au certificat d'études en 1930 ne posait pas de problème aujourd'hui 20% d'élèves en difficulté est considéré comme un danger social.

Au temps de Jules Ferry on privilégiait la mémorisation systématique de quelques connaissances indispensables pour une masse de 80% d'élèves qui ne suivait pas d'étude.

Maintenant avec cette poursuite d'études généralisée on privilégie la compréhension.

Hors il est plus facile d'évaluer la mémorisation que la compréhension.

Prenons une image. Un spectateur fidèle des marathons pensera à une baisse du niveau voyant le nombre d'écloués asphyxiés au 10^{ème} km. Il se trompe, le nombre de professionnels de cette course est en augmentation et ils vont plus vite. Le nombre de médiocres augmente mais leur performance aussi. 20 ans avant, ils n'auraient pas couru 1 km.

Le discours sur la baisse du niveau traduit plus l'angoisse d'une société en perpétuelle évolution où chaque génération est supplantée trop rapidement par la nouvelle.

Dernier grief : L'école ne prépare pas au monde actif et les diplômes ne valent rien.

En 1947 on se faisait déjà la remarque. Dès les origines l'école n'était pas faite pour assumer une formation professionnelle. Il fallait assurer un contrôle étroit de l'activité cognitive des élèves : un peuple respectueux du catholicisme et des prêtres au service du pouvoir. Ce qui a donné la pédagogie frontale inadaptée à une formation professionnelle pratique et active. Un professeur détenant le savoir d'un côté et de l'autre une masse uniforme et silencieuse. La troisième république a poursuivi dans ce schéma. Jules Ferry voyait dans l'école le moyen d'ancrer la république dans l'esprit des enfants.

Mais l'état a rempli très tôt son rôle de formation professionnel abandonné par les corporations abolies en 1791.

La critique de l'inadaptation de l'école à l'emploi est justifié en ce qui concerne le collège et le lycée mais là n'est pas leur rôle : ils préparent à un cursus plus long. Cursus qui offre un lien étroit avec l'entreprise. L'enseignement technique et professionnel scolarise la moitié des lycéens, lui aussi, en lien étroit avec l'entreprise. En 1969 j'ai passé un CAP en 3 ans sans stage en entreprise et maintenant un bac professionnel se passe en 4 ans avec plusieurs stages (passé à 3ans en 2008, ce qui a simplement libéré des postes !).

La massification de l'enseignement a entraîné une inflation du nombre de diplômés et par conséquent une baisse de leur valeur marchande. Et les 3 millions de chômeurs rendent les diplômes moins efficaces

Malgré tout le diplôme joue dans notre société moderne un rôle économique et social irremplaçable, il permet instantanément de faire reconnaître ses compétences initiales.

Il faut dire que pour nous professeur nous n'avons pas un métier facile. Les attentes des parents, de la société sont lourdes. Pour Freud il y a 3 métiers impossibles : la politique, la psychologie et l'éducation.

L'école n'est pas responsable des maux de la société mais elle en subit directement les conséquences et ne répond pas ou ne peut pas répondre aux attentes des parents. Ceux-ci ayant le sentiment d'avoir été trompés, développent des stratégies individuelles de fuite des établissements publics. Avec un accroissement des hiérarchies entre les établissements et avec le développement d'offices du parascolaire qui exploitent l'angoisse des familles.

Pour Philippe Meirieu les seuls endroits où l'on ne choisit pas les autres sont les jurys

d'assises, les transports en commun et l'école. C'est de moins en moins vrai pour cette dernière.

Jadis, on mettait son enfant à l'école comme on s'installe dans un avion, sans la volonté d'expliquer au pilote comment il doit s'y prendre. Avec cette époque de consumérisme nous choisissons notre appartement, nos programmes de télévision et, si c'est possible, notre travail, pourquoi ne choisirions nous pas la bonne école et les meilleurs enseignants.

Cette école élitiste n'est pas l'école de la république.

L'école doit être un contre pouvoir contre la médiocrité fourguée par une télé mercantile. Un contre pouvoir, pour l'écrit, contre la loi économique « **tout ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur** ». Les valeurs transmises par l'école ne valent rien sur le marché.

Les enseignants doivent être fiers d'être des résistants. Résistants contre un marché libre de l'éducation.

Et pour finir :

« L'école n'a pas d'avenir elle est l'avenir ! »

« Transformer la démocratisation de l'accès en démocratisation de la réussite »

Je me suis aidé et ai abondamment piraté entre autre les auteurs :

- Philippe Meirieu : le livre La machine école et une conférence à Bouguenais
- Vincent Troger : l'école – Idées reçues ;

Après le débat

Je n'ai pas voulu aborder la notion d'élève plus difficile qui voudrait zapper le prof comme il zappe sa télé, notion très subjective qui demanderait d'autres lectures.

Il faudra revenir sur les notions de classe moyenne, de ghettoïsation des villes, critères qui structurent l'offre scolaire.

Voilà un os à ronger pour la franc-maçonnerie, faire des propositions précises pour revenir à une école de la république en passant par une critique de l'urbanisme actuel.